

- Les "Jacobins" mende-sistes Henu, Panter, etc. trahissent la laïcité.
- Le Patronat exige "la pause" des salaires.
- Les colonialistes veulent étendre la guerre d'Algérie.

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
REDACTION - ADMINISTRATION :  
46, rue de l'Arbre-Sac, Paris (1er) - Tél. : CEN. 68-96

# ABROGATION DE LA LOI BARANGÉ AVEC LES PARLÉMENTS BOURGEOIS

**R**EELLEMENT, jamais situation n'a recélé autant de possibilités révolutionnaires !  
D'opposition au régime du système bourgeois. Fissures profondes dans l'appareil d'Etat manifestées avec éclat le 6 février à Alger où toute l'administration française s'est ouvertement dressée contre le gouvernement responsable, en principe, de la gestion politique des affaires de la bourgeoisie.

## LES 10.000 frs POUR TOUS

**L'**ASSEMBLÉE générale du CNPF s'est réunie. M. Villiers a déclaré : « Attention, il faut digérer les hausses de salaires. Il faut la pause ». A la bonne tiens ! Les petites catégories ont touché quelques centimes de francs de plus (arrachés par leur action). Le coût de la vie a fait un bond en avant (les pouceaux se paient entre 300 et 500 frs le kilo).  
Que M. Villiers tiens ce langage, c'est normal ! Pour lui le sort des travailleurs est beaucoup moins d'importance que ses matières premières. Ils peuvent venir ? pourquoi que le patronat empêche des profits toujours plus élevés.  
Voir Gazier, ex-syndicaliste, S.F.I.O., exprimer le point de vue du patronat, ça donne qu'à moitié. Il est devenu un ministre dans un gouvernement bourgeois, dans lequel Mendès-France n'a pas voulu prendre le ministre des Affaires économiques, parce qu'il se sentait pas de taille à imposer aux salariés le blocage des salaires. Bourgeois radical, Mendès-France préfère que ce soit un socialiste qui adopte une attitude anticouvrière.

Mais ce qui est à proprement parler anormal c'est l'attitude de la CGT et de la C.G.T.-F.O. La passivité de ces centrales ouvrières est patente. Les revendications commencent franchement intéressantes. Franchement intéressantes, pour 145 fr. de l'heure pour le manœuvre et le taux horaire moyen du manœuvre est actuellement de 98 fr. Faut-il donc diminuer les salaires pour préserver une politique de collaboration de classes ? La revendication n'est pas de 100 fr. mais de 2 à 3.000 fr. minimum, dans la mesure où elle s'applique sur les salaires de base implique une augmentation de 2 à 3.000 fr. par mois pour les travailleurs des petites catégories (et elle s'applique sur les salaires réels avec primes et les heures supplémentaires cela signifierait une diminution des salaires) et des augmentations de l'ordre de 25 à 30.000 fr. pour les hauts cadres, pour ceux qui paient 150.000 fr. par mois ou plus.

Les travailleurs sont contre le programme revendicatif des bureaux confédérés de FO et de la CGT, élaboré en a réajusté pour tenir compte de la nécessité de préserver le régime. Revendications modestes qui n'ont rien de révolutionnaire, déclare Frachon et cela est vrai : les 30.000 fr., les 145 fr., signifient le maintien de la mière pour les masses et des profits fatidiques pour les patrons.  
Les travailleurs veulent le retour au pouvoir d'achat de 1938, et en attendant une augmentation du patronat pour les salaires, ils veulent arrêter la revendication égalitaire à 10.000 frs pour tous.

Un homme, une cause : Pierre Morain prisonnier d'état.  
André Marty, Claude Bourdès, Daniel Guérin, G. Fontens, J. Danos vous parlent de Pierre Morain, condamné politique, pour sa lutte contre la guerre d'Algérie.

**UN HOMME, UNE CAUSE : PIERRE MORAIN, PRISONNIER D'ÉTAT**  
publié par le Comité de Défense de Pierre MORAIN  
André MARTY, Claude BOURDES, Daniel GUÉRIN, Georges FONTENS, Jacques DANOS vous parlent de Pierre MORAIN, condamné politique, pour sa lutte contre la guerre d'Algérie.  
Passés sous commandés à : MMULOT, 106, rue de Normandie  
MABSON-ALFOIT (Seine). C.C.P. : 80-11-9 PARIS  
Les 10 - Franco : 200 - Les 50 - Franco : 2.800 Frs  
Les 100 - Franco : 5.600 Frs  
Les 500 - Franco : 28.000 Frs

Toutes les classes de la société, toutes les couches sont entrainées dans cette débacle du régime qui s'annonce, et qui n'est freinée que par la politique des dirigeants du PCF et de la S.F.I.O, alors que le régime bourgeois ne peut résoudre aucun des problèmes en face desquels il se trouve.  
En Algérie, point avancé de la Révolution algérienne, que veulent les colons ? le maintien d'un système politique, économique et social contre lequel le peuple algérien a pris les armes.

Que recherche la bourgeoisie métropolitaine ? La préservation des privilèges des colons, au prix de satisfactions de pure forme octroyées aux masses algériennes. Mais même ces satisfactions formelles, le colonat, l'administration s'y refusent. Et l'on voit le dirigeant socialiste, chef du gouvernement, être chranché par la « révolte » des Européens d'Algérie, s'efforcer, en battant en retraite, de se tirer d'une situation désagréable. Le cœur se serre quand on lit ce qu'ose déclarer Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O à Aras : « Je souhaite me tromper, mais je me mets pas sûr qu'il y ait en ce moment dans la métropole, le courant voulu pour sauver l'union entre l'Afrique et le Maroc. Cependant, hors de cette union la France serait ramenée au rôle tragique de l'Espagne qui fut l'ambition du « socialiste » Mollet et d'épargner à la France bourgeoise le sort tragique de l'Espagne ou du Portugal qui en perdant « leurs » colonies, c'est-à-dire la source de leur exploitation de chair humaine en Amérique ou aux Indes, ont cessé d'être des grandes puissances capables de soutenir la lutte contre leurs rivaux impérialistes. L'idée de Guy Mollet serait-il celui d'un Cortès qui par le pillage et l'extermination a permis à l'Espagne de féodaliser à l'outré le premier plan ? »

N'y aurait-il pas un autre chemin, la voie du socialisme et de la Révolution qui permettrait à une France socialiste de forger des relations humaines et fraternelles avec « l'Afrique » libérée des chaînes de l'impérialisme.

La bourgeoisie française, effrayée, s'oppose cependant de moyens, qui, hélas, nous sont fournis par les chefs « ouvriers ».  
Avec une habileté consommée, les dirigeants de la classe bourgeoise utilisent ces moyens, comme un seul exemple, très révélateur d'ailleurs.

Comment des gens aussi éclairés que M. Maurice Duverger, que M. François Mauriac, dont pourtant les courtoises campagnes contre le terrorisme colonialiste en Afrique du Nord prouvent qu'il sait prendre des positions honnêtes et correctes, comment ces gens-là peuvent-ils s'ingénier, à coups d'arguties et de chantage, à défendre le statu quo ? Comment c'est-à-dire en fait à défendre le retour à cent ans en arrière ? Ce n'est pas de l'avancement, c'est un recul partiellement ce qu'ils font et ils soutiennent la politique de la bourgeoisie française.

Que s'est-il passé, en effet, à la Chambre lors du vote pour ou contre l'ajournement de la discussion sur le statut de l'Etat républicain ? Ce sont les groupes bourgeois qui avaient, pendant la campagne électorale, donné leur adhésion au programme du Comité National d'Action Laïque ? Certes, Mendès-France et Mitterrand ont voté contre l'ajournement. Mais comment se sont comportés leurs troupes ? 19 radicaux, 4 UDRS ont voté pour l'ajournement, 6 radicaux, 11 UDRS se sont abstenus. Ont voté pour l'ajournement les meilleurs amis de M. Mendès-France : Henu, Panter, etc. Ainsi M. Mendès-France pourra continuer à se prévaloir devant la classe ouvrière française de ses bonnes intentions laïques, alors qu'il aura tout fait pour que, grâce à un petit ajournement de vote, la question sociale soit renvoyée aux calendes grecques.

Car le vrai résultat, c'est que la bourgeoisie mende-siste voit contredite par ses deux tableaux, se prétendre de gauche, tout en maintenant aucun lien avec la droite. C'est une aliénation à battre la réaction cléricale, le bourgeois de gauche « romperait ses amitiés avec la droite » ? Comment, si l'on avait pas eu la vague de froid et le drame tragique qui en résulte, il y en aurait eu d'autres.

Car le vrai résultat, c'est que la bourgeoisie mende-siste voit contredite par ses deux tableaux, se prétendre de gauche, tout en maintenant aucun lien avec la droite. C'est une aliénation à battre la réaction cléricale, le bourgeois de gauche « romperait ses amitiés avec la droite » ? Comment, si l'on avait pas eu la vague de froid et le drame tragique qui en résulte, il y en aurait eu d'autres.

## REVISION DES PROCES STALINIENS !

Le télégramme suivant a été adressé au Maréchal BOULGANINE à Moscou :  
Au Maréchal Boulganine, Moscou.  
Paris, le 21 Janvier 1956.  
« Après déclarations MIKOYAN impliquant qu'aux yeux du Gouvernement et du Parti Communiste de l'Union Soviétique deux vieux révolutionnaires condamnés dans procès de Moscou de 1936-1938 étaient innocents, sommes certains exprimer exigences conscientes universelles démocratiques et socialistes en demandant révision de tous les procès de Moscou et réhabilitation de tous les vieux révolutionnaires compagnons de Lénine condamnés et déshonorés dans ces procès ».  
Ont signé :  
Gérard BLOCH, André BRETON, Jean CASSOU, Robert CHERAMY, Yves DEHEZELLES, Jean DUVIGNAUD, Clara MALRAUX, Daniel MARTINET, Edgar MORIN, Maurice NADEAU, Marceau PIVERT, Paul RIVET, Jean ROUS, Paul RUFF, Laurent SCHWARTZ, Wilebaldo SOLANO, Edith THOMAS.  
(Communiqué.)

## LA LAVE ET LES SCORIES

LA BUREAUCRATIE DEVANT LA REVOLUTION POLITIQUE  
Quand une éruption volcanique a pris fin, la lave ralentit son cours et se refroidit peu à peu ; sa surface, une croûte se coagule ; les scories s'y amoncellent, la terre, la poussière, des immondices de toute sorte s'accumulent. Mais, lorsque l'heure d'une nouvelle éruption est proche, que déjà les premières secousses ébranlent le sol, que des profonds, montent de nouvelles coulées brûlantes, on voit la malsaine carapace prise d'étranges soubresauts : elle se fendille, elle s'agit, elle se disloque ; des fragments détachés, comme pris d'une vie propre, s'en vont en tous sens.  
Il en est ainsi du pays de la révolution d'octobre, dont la lave refroidie a subi la cristallisation d'une étouffante carapace bureaucratique. Aujourd'hui, prise dans la montée révolutionnaire mondiale, confrontée avec un prolétariat de 50 millions d'êtres, avec une jeunesse qui apprend dans les œuvres de Marx et de Lénine la haine de tous les privilèges et de toutes les oppressions, les successeurs de Staline s'agitent désespérément en tous sens. Et il se trouvent des esprits assez superficiels — qui, de plus, se prennent pour de profonds politiques — pour attendre de la révolution d'octobre, pour ces gens, l'éruption est un sous-produit de la sagesse politique des scories bureaucratiques.

## MIKOYAN DENONCE STALINE

A quel point le nom de Staline est haï et détesté en Union Soviétique, on peut le mesurer, à la hâte avec laquelle ses successeurs à la tête de l'Etat russe s'efforcent de renier les liens qui l'unissent au chef de la contre-révolution bureaucratique. Ils n'avaient pas hier assez de mots pour porter aux nues le « chef génial », le « corbeau de la science », etc., etc. Ils ne auront bientôt plus assez pour le vouer aux gémonies.  
Le discours de Mikoyan a été jusqu'à présent le plus loin dans ce sens Staline a commis des erreurs, a commis dans sa dernière œuvre, nous a-t-il appris, l'histoire de la révolution de 1917, de la guerre civile de 1918-1920, de la formation de l'Etat soviétique a été faussée pour porter atteinte à certains principes fondamentaux des « principes ». Certains dirigeants de la guerre civile furent arrêtés, emprisonnés, accusés de sabotage plusieurs années après. Et Mikoyan cite deux exemples : Anton Ovsienko, vieux révolutionnaire, compagnon de Lénine, de Trotsky, qui dirigea la p'se du parti communiste de l'Union Soviétique à l'opposition de gauche devant Staline en 1923 à 1926, captiva devant Staline.

## La nouvelle opposition à Franco

Le drame du peuple espagnol, depuis trop longtemps oublié, surgit de nouveau au premier plan de l'actualité internationale. Les prophètes de la libération de la péninsule sont dans une situation embarrassante. Car les masses travailleuses espagnoles, malgré les trahisons répétées dont elles ont souffert, reprennent confiance dans leurs possibilités de lutte. Une nouvelle étape s'est ouverte de l'autre côté des Pyrénées.

Toutes les informations qui sont parvenues jusqu'à présent coïncident en ce point à nos yeux essentiel : les manifestations d'étudiants de Madrid, qui se sont étendues à Séville et à Valence, ont révélé l'apparition d'une nouvelle opposition au régime et démontré au monde la décomposition du congrégat connu sous le nom de « Mouvement National ».

Depuis longtemps, la grande presse internationale, lorsqu'elle signalait les difficultés intérieures du franquisme, se bornait à parler des conflits entre phalangistes et monarchistes ou entre phalangistes et catholiques. Maintenant, tous les correspondants étrangers à Madrid parlent d'une « opposition libérale » et précisent que cette opposition n'a rien à voir avec les groupes monarchistes ni avec les formations d'action catholique.

## Vive l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens

La demande de nombreux responsables, militants et adhérents à divers syndicats algériens, une assemblée constitutive est réunie à Alger les 25 et 26 décembre 1955.  
Après la constitution d'un bureau provisoire, l'assemblée a décidé la formation de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens (U.S.T.A.) indépendante ayant pour but : L'UNION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ALGERIENS (U.S.T.A.), dont le siège social est à Alger, rue Dupleix.  
L'Assemblée a adopté à l'unanimité les rapports et les statuts présentés par les commissions désignées à cet effet et a élu son bureau de la façon suivante :  
Secrétaire général : Ramdani Mohamed, employé RTDA ; Secrétaire adjoint : Djannat Ahmed, employé hôpital ; Trésorier général : Bouzarrat, employé RTDA ; Trésorier adjoint : Aïbouche Adhour, employé EGA ; Archiviste : Djennane Areski, employé RTDA ; Assesseurs : Lamri, employé EGA ; Fedarcha Ali, employé EGA ; Idojoudane ALI, employé hôpital.  
L'Assemblée a décidé de s'affilier à la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.).  
Les Statuts de la nouvelle centrale algérienne ont été déposés, le 10 janvier 1956, à la Préfecture d'Alger. L'U.S.T.A. se propose de lutter pour : — la défense des intérêts matériels,

moraux, économiques et professionnels des salariés faisant partie des groupements adhérent l'union ; — l'union de tous les travailleurs sociaux de travailleurs, de défendre les libertés démocratiques générales et de défendre les libertés individuelles ; — l'invite tous les travailleurs algériens quelles que soient leurs origines ou leurs conceptions politiques, religieuses ou philosophiques, à adhérer, s'organiser et militer démocratiquement dans cette centrale algérienne forgée dans le feu du combat pour la dignité humaine, pour préparer le jour de la liberté et de justice où le travailleur algérien trouvera sa dignité et sa place de citoyen et de chef de sa prospérité et de son progrès social.  
Fait à Alger, le 14 février 1956.  
Le Secrétaire Général : M. RAMDANI.  
APRES LA FORMALISATION DE L'UNION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ALGERIENS  
Le 14 février 1956 le communiqué ci-dessus appartenait à la classe ouvrière de la fondation de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens (U.S.T.A.). C'est à un événement d'une importance capitale. Pour la première fois, le prolétariat algérien, qui depuis d'innombrables années, exprimait ses aspirations et dirigeait ses luttes, le Mouvement National Algérien, va disposer d'une centrale syndicale authentique. Car en Algérie, pas plus qu'en Maroc ou en Tunisie ni Pores-Ouvriers, ni la CGT ne représentent des centrales. Les syndicats FO et CGT, en Afrique du Nord, rassemblent qu'extérieurement des travailleurs européens. Ils sont l'expression de cette aristocratie ouvrière, qui, à l'étape actuelle ne comprend pas que ses véritables intérêts sont liés à la masse de la population musulmane, et ont à diverses reprises, saboté ouvertement les actions de classe du prolétariat algérien. Le prolétariat tunisien, rassemblé dans l'UGTT, le prolétariat marocain, organisé dans l'UMT, attentivement l'organisation syndicale du prolétariat algérien. L'U.S.T.A. est née. Il s'agit de faire passer tous les postes de direction sont monopolisés par les Européens. L'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens.

L'U.S.T.A. donne à une magnifique leçon d'unité nationale et d'internationalisme prolétarien en ouvrant ses portes aux travailleurs européens.

